



DECLARATION LIMINAIRE CHSCT DU 24 NOVEMBRE 2020

Madame la Présidente,

La gestion de la crise sanitaire, loin d'être satisfaisante, met en avant les failles d'un système que nous ne cessons de dénoncer.

Si la première vague a mis en évidence un système de santé épuisé par les politiques d'austérité, cette deuxième vague démontre à quel point le gouvernement persiste dans ses errements : pas de recrutement dans le milieu hospitalier, pas d'ouverture de lits....

Il est clair que ce gouvernement a fait le choix des grandes entreprises au détriment de la santé.

Pour faire face, aux gestes barrières et autres règles de distanciation sociale, le gouvernement met en avant le télé-travail et précise que ce dernier n'est plus «une option».

Mais force est de constater que tous les métiers ne sont pas télétravaillables. Et, lorsqu'ils le sont, équipements ou volonté de l'encadrement ne sont pas au rendez-vous.

L'État-employeur, mauvais élève, ne peut assurer une protection suffisante et se trouve rattraper par ses insuffisances passées.

Toutes les réunions de ce comité démontrent combien il est difficile de concilier le respect des gestes barrières lorsque les équipements de base sont en nombre insuffisants et utilisés parfois collectivement.

Malgré les difficultés et une crise sanitaire qui perdure, l'Administration poursuit promptement ses réformes sans se soucier des conséquences induites sur la santé des agents.

Ainsi la DGFiP entend poursuivre la mise en place du NRP au 1er janvier 2020 et a décidé de ne pas donner suite aux demandes d'ajournement des représentants des personnels.

Solidaires Finances réaffirme aujourd'hui son opposition aux opérations de restructurations et exige leur suspension et report.

Au regard de la crise sanitaire, cette demande est d'autant plus légitime qu'elle se trouve confortée par les nombreuses conséquences que ces restructurations vont engendrer dans les conditions de vie au travail des agents concernés.

Pour Solidaires Finances, les conséquences de ces restructurations sont inévitables en matière de conditions matérielles (des déménagements / emménagements, allongement des temps de transport, en commun ou par véhicule personnel, besoin de formation...) et créent de facto une augmentation des risques liés à la covid-19.

Aux bouleversements des conditions matérielles de vie au travail viennent s'ajouter des risques psychosociaux et troubles anxigènes décuplés par la crise.

Ainsi, suite à la publication récente des derniers résultats de l'enquête EpiCov, le directeur général de la santé (Jérôme Salomon) a indiqué récemment qu'en France, le nombre de

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.dr59@dgfi.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

personnes concernées par un état dépressif avait doublé entre fin septembre et début novembre, conséquence directe du confinement actuel.

Les craintes liées au virus pour soi et sa famille, la crainte de l'avenir et les craintes économiques sans parler des situations financières difficiles et de « l'effet tunnel qui n'en finit pas » (Serge Efez), affectent la santé psychique de nos concitoyens et donc également celle des agentes et des agents de la DGFIP quel que soit leur grade ou leurs fonctions.

Il est, en outre, particulièrement inapproprié de poursuivre les réformes alors qu'il est demandé aux agents de participer activement à l'effort national et de remplir des missions de service public de qualité dans un contexte particulier lié à la crise sanitaire, et de faire face à une demande croissante des usagers alors que les outils informatiques ne sont pas au rendez-vous. La plateforme e-contact ne répond pas aux attentes ; les conséquences immédiates se traduisent par une recrudescence d'appels téléphoniques d'usagers excédés, sans parler des dysfonctionnements occasionnés et de la liste des travaux qui s'allonge.

Enfin, soulignons qu'un report des projets permettrait de pallier au manque de mesures de prévention qui auraient dû accompagner les profondes transformations.

Conformément aux articles L4121-2 et L4123-3 du Code du Travail, Solidaires Finances rappelle à ce comité qu'il appartient à l'employeur d'évaluer les risques professionnels, d'y répondre par une politique de prévention et de mettre en place, le cas échéant, les mesures correctives collectives nécessaires.

Mais là aussi, une véritable prévention des risques n'est pas au rendez-vous ; et pire toutes sortes de manœuvres dilatoires sont tentées pour empêcher les représentants des personnels de mettre sur la table les sujets importants qui touchent la santé, l'hygiène et la sécurité des agents concernés.

C'est totalement inadmissible.

Solidaires Finances dénonce une nouvelle fois l'absence d'une politique volontariste de ce comité en matière de prévention des risques. La politique du fait accompli et l'absence de volonté pour faire évoluer les situations critiques deviennent la norme ; plusieurs sujets inscrits à l'ordre du jour en attestent.

Point à l'ordre du jour :

Point de situation sur la Trésorerie Lille Amendes :

Une fois de plus la DRFIP 59 ne tient pas ses promesses.

En effet, en juillet dernier s'est tenu à la demande des représentants des personnels un CHSCT d'urgence dédié à la situation critique de la Trésorerie de Lille Amendes.

Au cours de la séance plénière et suite au rapport de la visite de site effectué par les représentants des personnels (lequel décrivait une situation critique voire explosive), la DRFIP 59 s'était engagée sur nombre de points :

- un pilotage adapté et resserré
- mise en place de formations
- renforcement des effectifs
- réunion de service avec une personne de la Direction

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drifip59@dgifp.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

- la médiation sociale
- le plan d'action prévu en septembre

Encore de belles paroles, de beaux engagements mais au final pas de traduction concrète !

Solitaires Finances n'a cessé d'alerter ce comité sur cette situation critique et aujourd'hui encore réitère ses plus grandes craintes sur la situation de ce service. Si, face aux difficultés, les agents font preuve de solidarité et d'une très grande volonté, il n'en demeure pas moins que c'est aujourd'hui un service en sursis.

Aujourd'hui, et plus de 5 mois après le droit d'alerte, force est de constater que peu de choses ont changées.

Le manque d'effectifs (6 ETP actés au tagerfip) ne peut qu'envenimer cette situation déjà critique.

Qu'attend la DRFIP pour réagir ?

Point sur l'évolution des missions du centre de contact de Lille cité suite au droit d'alerte.

Solitaires Finances a alerté le CHSCT et est à l'origine d'un droit d'alerte portant sur les risques et les conditions de travail engendrés par la mise en place de la plateforme de soutien aux professionnels

Pour seule réponse, la DRFIP 59, a indiqué que ce droit d'alerte n'était pas justifié.

Il ne lui appartient pas d'apprécier la qualité d'un droit d'alerte. Les faits parlent d'eux-mêmes et aujourd'hui Solitaires Finances persiste à dénoncer l'absence de mesures et constatent que la souffrance au travail est avérée. Anxiété, stress, crise de larmes, troubles du sommeil et arrêts maladie en attestent.

Nul doute que le droit d'alerte était fondé et que la situation demeure tout aussi tendue et tend à dégénérer chaque jour davantage.

L'incertitude liée au manque de visibilité quant au calendrier de cette mission ainsi que des effets de communication gouvernementale (sur le prétendu soutien psychologique apporté par cette plateforme et sur le crédit d'impôt en cas d'abandon de loyer) contribuent à alimenter le climat anxiogène.

Pour mémoire, Solitaires Finances, a interpellé la DRFIP 59 à de nombreuses reprises sur le temps quotidien passé « en état téléphone ».

En effet, le rapport de l'ergonome du Ministère préconise une durée maximale de 4h30 par jour (ce qui est d'ailleurs appliqué dans les ex-CPS).

Solitaires Finances exige en conséquence que cette préconisation soit généralisée au Centre de contact de Lille Cité.

Anonymat et protection fonctionnelle.

Pour Solitaires Finances, toute mesure qui vise à renforcer la protection des agents ne peut aller que dans le bon sens.

Néanmoins, il est nécessaire d'effectuer un état des lieux sur la connaissance et la mise en application du dispositif existant.

Solitaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solitairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr
solitairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solitairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solitairesfinancespubliques59)

La question est maintenant de savoir quelle application du décret sera effectuée au sein des différentes administrations. Y aura-t-il une note nationale déclinée au local ?
Cependant, avant d'envisager une extension généralisée de ce décret, il serait préférable de s'assurer au préalable, que ce dispositif soit déjà bien appliqué en cas d'urgence.

Travaux de désamiantage des sites de Boulogne sur Mer et du Havre

Solidaires Finances déplore à nouveau l'arrivée tardive (en fin d'après midi la veille de la séance plénière!) des documents préparatoires.

Il est en effet inadmissible de recevoir ces documents aussi tardivement alors même que ce point a déjà fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du précédent CHSCT et que des travaux de désamiantage ne peuvent se décréter légèrement.

Solidaires Finances souhaite revenir à un fonctionnement normal de cette instance. C'est une question de respect envers les agents et les représentants du personnel mais aussi envers ce comité.

Questions diverses :

Concernant l'administration des Douanes, s'est-elle efforcée de trouver une solution aux équipements partagés des agents ?

Concernant la DRFIP, nous avons eu connaissance de travaux notamment à Tourcoing pour la mise en place du NRP au 01/01/2021. Ces travaux entraînent de nombreuses nuisances sonores. Trouvez-vous normal que les agents travaillent avec des bouchons d'oreilles toute la journée ?

Pour Solidaires Finances, cette situation est inacceptable. Lors de la réalisation de travaux trop bruyants, Solidaires Finances demande la mise en place d'une solution alternative voir d'une autorisation d'absence dans tous les sites effectuant ces travaux.

Depuis plus d'une semaine, l'application e-contact est en dysfonctionnement. Situation qui pénalise tous les collègues qui sont quotidiennement sur cette application. Les messages des usagers s'accumulent alors même que les agents subissent des pertes de sessions, des erreurs mais aussi des messages de non-disponibilité du service. Cette situation est source de grand stress et ne permet en aucun cas d'être efficace. D'autant plus pour les agents en télétravail qui passent de nombreuses heures sur cette application.

Une note du sous-directeur de la production informatique (Gilles Tauzin), indique que : " du fait de la charge exceptionnelle que rencontre e-contact aujourd'hui avec l'ouverture du fonds de solidarité, qui s'ajoute aux difficultés que nous rencontrons déjà depuis quelque temps, et pour soulager l'application et permettre aux usagers d'accéder au service, l'application e-contact va être fermée en zone agent très rapidement. " Pour résumer, les contribuables peuvent écrire, il ne faut surtout pas fermer les services et donc les demandes nombreuses s'accumulent pour les services qui ne peuvent pas les écoper... Pour Solidaires Finances, cette réponse est inadmissible, comment le retard accumulé pourra être rattrapé ?

Solidaires Finances demande donc la fermeture de ce logiciel autant pour les agents que pour les usagers mais également à minima une communication de la part de la DRFIP 59 à destination de tous les agents.

Solidaires Finances dénonce les mesures dilatoires de la DRFIP 59 pour empêcher les visites de poste avant l'installation des collègues au 1^{er} janvier 2021.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairesfinancespubliques.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairesfinancespubliques59@gmail.com
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

En effet, nous avons perdu du temps et nous ne pourrions pas faire de visites avant leur installation. Solidaires Finances dénonce une fois de plus, les conséquences importantes sur la santé et le mental des agents.

Nous ne pouvons concevoir qu'il y ait une nouvelle installation des collègues, sans qu'il n'y ait eu de visite préalable par les membres du CHSCT .

Solidaires Finance réitère sa demande en début de liminaire sur le report du NRP.

Solidaires Finances Publiques 59
Cité Administrative - 9^e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél : 03 20 95 63 90



solidairefinancespubliques.dr59@dgfip.finances.gouv.fr
solidairefinancespubliques59@gmail.com
[Solidairefinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairefinancespubliques59)